

Politiques publiques du livre dans le monde arabe : regards croisés avec le Chili et la France

Premières conclusions

Rencontre organisée à la Foire du livre de Tunis (Tunisie), 30 mars 2017



Plus de 15 éditeurs de 6 pays du monde arabe, du Chili et de France, se sont réunis le jeudi 30 mars 2017, à la Foire du livre de Tunis (Tunisie) dans le cadre d'une journée dédiée aux politiques publiques du livre. Cette journée a été organisée grâce au soutien de la [Fondation de France](#), et à un partenariat avec la [Foire du livre de Tunis](#), l'[Union des éditeurs arabes](#), les Instituts français de [Tunisie](#) et du [Liban](#).

Des panoramas des politiques publiques du livre en Algérie, au Liban, au Maroc et en Tunisie ont été dressés par les professionnels du livre arabophones et francophones. Ils ont été enrichis par un dialogue avec des éditeurs chilien et français, apportant un regard croisé – source d'inspiration et d'échanges.

Au cours de ces échanges très riches, permettant de confronter les points de vue entre éditeurs, libraires et représentants d'associations professionnelles, des thématiques sont apparues récurrentes et similaires entre les différents pays. **Les participants ont ainsi souhaité inviter les pouvoirs publics de leur pays respectifs à agir sur les points suivants :**

- **Achats publics de livres** : il est nécessaire de favoriser une présence majoritaire de livres publiés par des éditeurs locaux dans les acquisitions publiques de livre, et de respecter la chaîne du livre en travaillant avec les libraires locaux. Dans cette optique, il apparaît nécessaire de définir clairement ce qu'est un livre « national » (c'est-à-dire des livres produits par des entreprises aux capitaux majoritairement locaux).
- **Dispositifs de soutien à l'édition (aides financières à la traduction ou à l'édition, soutien à la présence des éditeurs sur des foires du livre, etc.)** : de tels dispositifs d'aide sont importants et existent dans certains pays ; pour être efficaces, ils doivent être transparents, diversifiés dans les appuis, et répondre à des critères objectifs d'attribution.
- **Circulation du livre dans le monde arabe** : la circulation des livres entre les différents pays du monde arabe est quasi-inexistante (y compris entre pays frontaliers, par exemple entre les pays du Maghreb). Pour pallier les problèmes structurels (complications douanières, cherté du transport, fermeture des frontières terrestres Maroc-Algérie...), les processus de cessions de droits et/ou de coéditions entre éditeurs de différents pays représentent une solution. Afin de

renforcer ces collaborations entre éditeurs du monde arabe, il est essentiel de mettre en place des fonds de soutien à ces partenariats éditoriaux transfrontaliers, permettant une meilleure circulation des ouvrages et des idées.

Plus généralement, et afin que ces politiques s'inscrivent dans la durée et participent du développement culturel mais aussi démocratique d'un pays, les participants ont insisté sur la nécessité d'inscrire ces dispositifs, et d'autres non présentés ici, dans **une politique générale et systémique – une politique nationale du livre et de la lecture** – englobant les différents acteurs de la chaîne du livre (libraires, bibliothécaires, auteurs, traducteurs, éditeurs, illustrateurs...) **et plaçant le citoyen-lecteur au cœur de cette politique.**

Pour ce faire, les professionnels du livre doivent être des forces de propositions dans la construction et la mise en œuvre de politiques du livre et de la lecture, en dialogue avec les pouvoirs publics, afin de **consolider et favoriser l'existence d'un écosystème du livre et de la lecture.**

Au-delà de cette nécessaire action des pouvoirs publics, les **participants rappellent leurs responsabilités dans la construction du citoyen-lecteur**, notamment en privilégiant la qualité et la diversité des contenus et en multipliant les espaces de rencontre et d'échanges avec le lecteur et particulièrement les nouvelles générations.

Enfin, les professionnels réunis ont appelé à **davantage de dialogues et croisements d'expériences et de pratiques au sein du monde arabe mais aussi entre différentes régions du monde** (Amérique latine, monde arabe, Europe...). La politique du livre et de la lecture mise en place récemment au Chili, suite à une collaboration fructueuse entre les professionnels du livre et le gouvernement chilien, a par exemple interpellé et inspiré les éditeurs présents – montrant que le croisement de pratiques et d'expériences entre professionnels du Sud sont une source d'inspiration.

Pour favoriser ces croisements, l'Alliance internationale des éditeurs indépendants mène actuellement un travail de cartographies des politiques publiques du livre en Amérique latine, dans le monde arabe et en Afrique subsaharienne. Il s'agit de récolter des données, de les analyser et les comparer afin que les professionnels du livre aient, dans chaque pays concerné, des outils de dialogue avec les pouvoirs publics – permettant la mise en œuvre de politiques publiques du livre garantes de la bibliodiversité.

Signataires

- Nouri Abid, Med Ali, **Tunisie**
- Silvia Aguilera, LOM ediciones, **Chili**
- Bichr Bennani, Tarik éditions, **Maroc**
- Moncef Ben Ayed, Atlasia, **Tunisie**
- Karim Ben Smail, Cérès, **Tunisie**
- Élisabeth Daldoul, elyzad, **Tunisie**
- Mouhamed Tahar Guerfi, Organisation nationale des éditeurs du livre (ONEL), **Algérie**
- Salma Jabbes, Association des diffuseurs et importateurs tunisiens, **Tunisie**
- Hassan Khalil, Dar Al Farabi, **Liban**
- Med Saleh Maaleg, Union des éditeurs tunisiens, **Tunisie**
- Ghazi Mejbri, éditeur et consultant à l'UNESCO, **Tunisie**
- Abdelkader Retnani, président de l'Union professionnelle des Éditeurs du Maroc, **Maroc**
- Paulo Slachevsky, président d'Editores de Chile, **Chili**
- Bernard Stéphan, édition de l'Atelier, **France**
- Maud Stephan Hachem, Département Gestion de l'Information et des Bibliothèques à la Faculté d'Information et de Documentation de l'Université Libanaise, **Liban**